



Université
franco-allemande
Deutsch-Französische
Hochschule

Résumé de thèse

Les dominés dans l'*ecclesia* carolingienne

Marie Trommer

L'époque carolingienne représente un moment décisif dans la christianisation de l'Europe. L'empire carolingien est un empire chrétien, assimilé à l'*ecclesia*, qui représente dans sa dimension sociale l'ensemble de la communauté des fidèles chrétiens, clercs et laïcs, unis dans un organisme ordonné qu'est le corps du Christ. L'*ecclesia* est une notion essentielle à l'époque carolingienne, puisque l'unité et la cohésion de l'empire reposent sur l'unanimité de foi, au-delà des différences d'origines ethniques, de langues ou de coutumes. Le christianisme structure la société carolingienne et en devient une condition d'intégration, par le baptême ; il est ce qui permet de faire d'une multitude d'ethnies un seul peuple, en marche vers son salut.

Le souverain carolingien est à la tête de l'*ecclesia* : sacré et oint à l'instar du roi d'Israël David, et donc élu de Dieu, il devient le garant du salut de ses sujets. Pour assurer cette mission d'ordre spirituel qui se superpose à leur gouvernement civil, les Carolingiens instituent ou encouragent un ensemble de structures matérielles et immatérielles pour encadrer la population et en faire une société véritablement chrétienne ; le programme est annoncé dans l'*Admonitio generalis* de 789. À partir de la fin du VIII^e siècle se met en place un véritable quadrillage du territoire par des monastères et des évêchés, qui servent de point de base pour encadrer l'ensemble de la population, jusque dans les campagnes. C'est également à l'époque carolingienne qu'apparaissent les paroisses, qui lient chaque fidèle à son église et permettent ainsi d'établir un mécanisme de contrôle sur la réception des sacrements et surtout sur le paiement de la dîme, rendue obligatoire dans la deuxième moitié du VIII^e siècle.

Parallèlement au maillage territorial, se développe une entreprise de réforme intellectuelle, culturelle et liturgique, traditionnellement appelée par les historiens « Renaissance carolingienne », dont le but est de corriger les textes bibliques et liturgiques pour uniformiser le culte à travers tout l'empire, et à mieux former les clercs chargés d'enseigner et de

prêcher aux populations, afin d'y éveiller et d'y enraciner une foi authentique et orthodoxe. La législation et la prédication tentent d'imposer aux fidèles des normes de comportement, autant en ce qui concerne leur pratique religieuse que leur vie privée.

Cette entreprise de christianisation concerne l'ensemble de la population. Or, les sources nous donnent principalement à voir les élites, puisque les sources de l'époque carolingienne sont écrites par des élites, qu'elles soient laïques ou ecclésiastiques, pour ces mêmes élites. Quelle est alors la place dans cette *ecclesia* de ceux qui ne font pas partie de cette élite, qu'ils soient libres ou non-libres, indigents ou propriétaires de quelques biens, paysans, artisans, colporteurs ou encore mendiants ?

Malgré la proclamation par le christianisme de l'égalité de tous les hommes, celui-ci n'efface pas la forte hiérarchisation de la société carolingienne ; au contraire, il la justifie. L'ordre social est institué par Dieu lui-même, et le transgresser est un péché grave. Les sermons insistent donc sur le devoir pour les dominés de se soumettre à leur condition et d'obéir à leurs maîtres ou seigneurs.

Les couches sociales dominantes se méfient en effet du petit peuple, réputé à la fois dangereux et crédule, et cette méfiance se retrouve dans l'Église, puisque les grands prélats sont en majorité des aristocrates. Ils cherchent à maîtriser l'accès de la population au sacré pour éviter les manifestations de piété spontanées qui risquent de détourner les fidèles de l'Église officielle. Celle-ci devient la seule médiatrice entre la masse de la population et Dieu, et le peuple a perdu tout droit d'initiative en matière de culte des saints.

Au niveau local, les paroisses sont instituées comme cadre de salut, mais surtout comme moyen de contrôle des fidèles, par la dîme, l'instauration de la confession auriculaire et de la pénitence, ou encore par l'excommunication. Tous doivent apprendre le dogme chrétien, à travers la connaissance du *Credo* et du *Pater Noster*. Pour ce faire, l'Église multiplie les efforts pour accroître l'instruction des prêtres ruraux, sans que l'on sache véritablement si cet effort s'est répercuté sur les connaissances religieuses des fidèles. Les normes chrétiennes, en tout cas les normes institutionnelles telles que l'assistance à la messe, le chômage du dimanche ou le paiement de la dîme commencent à rentrer dans les mœurs. Les paroissiens reconnaissent l'importance du prêtre pour administrer les sacrements, et pour s'assurer de leur validité, ils s'approprient un certain droit de regard sur la moralité de leur pasteur, qui ne correspond pas forcément aux canons épiscopaux, mais à un accord entre les deux parties. L'adoption des normes chrétiennes est plutôt l'effet d'un consensus entre le prêtre et ses ouailles que celui d'une injonction venue d'en haut, et les fidèles ont un petit, mais réel,

rayon d'action dans l'organisation religieuse de la paroisse ; ils sont dans une certaine mesure un groupe agissant, et pas seulement passif.

Le dialogue entre les fidèles et l'Église va donc dans les deux sens. Cette adaptabilité est la force de l'Église. Dès lors que les chrétiens sont baptisés, il leur est très difficile de sortir du christianisme et de l'Église. Celle-ci est englobante, c'est-à-dire qu'elle tolère une certaine dose de pratiques ou de croyances hétérodoxes. L'hétérodoxie est bien sûr à rejeter, mais l'Église vise plus à corriger la population, par la *correctio* et la pénitence, pour l'inclure dans l'*ecclesia*, qu'à en exclure les pécheurs, ce qui les empêcherait de parvenir au salut. C'est dans ce cadre que se développe la christianisation, processus complexe mêlant de nombreux acteurs : élites laïques et ecclésiastiques, prêtres de paroisse, mais aussi simples fidèles.